

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/40/Add.1/Rev.4
27 octobre 2000

(00-4484)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1998: Argentine, Australie, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande et Pérou. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/40/-.

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud	Émirats arabes unis	Malaisie	République tchèque
Bahreïn	Équateur	Maldives	Roumanie
Barbade	Fidji	Malte	Rwanda
Brésil ¹	Ghana	Maroc	Saint-Kitts-et-Nevis
Brunéi Darussalam	Guatemala	Namibie	Singapour
Bulgarie	Honduras	Norvège	Slovénie
Burkina Faso	Hong Kong, Chine	Panama	Sri Lanka
Canada ¹	Hongrie	Paraguay	Suisse
Chili	Inde	Philippines	Thaïlande
Chypre	Indonésie	Pologne	Trinité-et-Tobago
Colombie	Islande	Qatar	Tunisie
Corée, Rép. de	Israël	République bolivarienne du Venezuela ¹	Turquie
Cuba	Japon	République dominicaine	Uruguay
Dominique	Liechtenstein	République slovaque	Zambie
Égypte	Macao		Zimbabwe
El Salvador			

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Grenade, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

¹ Ces Membres ont également notifié des mesures compensatoires en vigueur au 30 juin 1998.